

## RAPPORT FINAL DU CHEF DE MISSION

### 1) RELATIONS ENTRE LA SUISSE ET L'ARGENTINE

#### a) Remarques générales sur l'Argentine:

Selon l'historien français Alain Rouquié, aux racines de l'instabilité politique de l'Argentine qui se traduit fondamentalement par des coups d'Etat militaires à répétition, depuis près d'un demi-siècle, il y a un décalage considérable entre structure et évolution sociales. C'est un pays moderne, avec une population très européenne, possédant des indices culturels très élevés, une classe moyenne importante, un niveau de revenus qui fait l'envie de ses voisins, mais où, comme dans la plupart des pays du tiers-monde et singulièrement en Amérique Latine, l'essentiel du pouvoir économique, le contrôle de la richesse, sont entre les mains d'une classe sociale, numériquement restreinte -les grands propriétaires de la pampa-.

Ce groupe dominant, qui représente l'oligarchie foncière, a certes diversifié les moyens de sa puissance par les biais de la banque et de l'industrie; mais sa force demeure toujours dans l'exportation des produits agricoles qui représente, aujourd'hui encore, la plus importante source des entrées de devises du pays. Si une crise se produit donc dans ce secteur, la rentrée de devises diminue et le pays ne peut alors plus faire face à ses besoins d'importation, ni à ses obligations. C'est ce que l'on peut appeler le "mal argentin".

Le 23 mars 1976, date à laquelle j'ai présenté mes Lettres de Créance à la Présidente Isabel Péron, l'Argentine se trouvait en état de faillite totale, soit vis à vis de l'étranger -ne disposant plus de moyens pour faire face à ses obligations-, soit sur le plan interne où le chaos le plus complet régnait, aussi bien au sein du Gouvernement et des partis politiques que parmi la population.

C'était l'époque où la subversion (ERP et montoneros) agissait librement: des casernes et des banques étaient attaquées et dévalisées, des personnes disparaissaient, soit par vengeance politique, soit, lors de sequestres, pour obtenir le paiement de rançons (hommes d'affaires, etc.).

La prise de pouvoir le 24 mars 1978 par la Junte militaire représentant les trois Armes, a été la seule solution possible et désirée, non seulement par les partis politiques traditionnels, mais également par les divers secteurs des "péronistes", incapables de s'entendre et de sortir le pays du chaos.

Rompant avec la philosophie péroniste, la Junte militaire a aussitôt restauré en Argentine le libéralisme en matière économique. Le programme présenté jadis par le Ministre de l'économie, M. Martinez de Hoz, a rendu un rôle prépondérant au secteur privé et accordé un traitement plus favorable au capital étranger. Cette politique, qui a été menée avec un sens des réalités, a subi au fur et à mesure les réadaptations qui se sont révélées nécessaires et a obtenu un succès notable en ce qui concerne la situation financière du pays (réserve de devises -6 milliards de dollars- et paiement de la dette extérieure). De plus, dans un laps de deux ans, la balance commerciale a passé d'un milliard de dollars de déficit à un boni de US\$ 1 milliard, malgré les importations accrues (en 1978, boni prévu de 2,5 milliards de dollars).

Sur le plan intérieur par contre, cette même politique basée sur le blocage des salaires -avec augmentation périodique contrôlée- et la libération des prix n'a pas apporté le revirement escompté, car l'inflation qui était de 900% en 1976, bien qu'ayant été réduite à 150/160%, est toujours exorbitante. L'augmentation du coût de la vie qui n'a pas encore pu être freinée pourrait créer des difficultés dans le secteur social. Il ne faut pas oublier que ces mêmes difficultés ont provoqué, avec le Cordobazo de 1969, la chute du gouvernement Onganía. En général, on constate un certain mécontentement dans la classe ouvrière et parmi les chefs de petites entreprises.

Deux sujets doivent encore être mentionnés ici: l'enseignement et la lutte contre la subversion.

En ce qui concerne le premier, le Gouvernement s'est heurté à de nombreuses difficultés; les centres d'études étant des foyers de propagande subversive. Dans ce secteur, le ministère a déjà changé à trois reprises de titulaire. Les divers programmes élaborés ont immédiatement été vivement critiqués, notamment dans le secteur universitaire, très sensible à son indépendance. Quant à la lutte contre la subversion, il faut se rappeler que la guérilla a été particulièrement active après le coup d'Etat de 1966 et qu'en 1975 elle occupait militairement une partie de la province de Tucuman. Après deux ans du nouveau gouvernement le problème de la guérilla peut être considéré comme résolu en ce qui concerne la lutte ouverte. En revanche, la guérilla urbaine, bien que fortement réduite, provoque encore de temps à autre un attentat à la bombe. La répression par l'armée et par la police a été faite de manière violente. L'explication donnée est qu'il s'agit d'une guerre "guerre sale" et que pour la gagner on doit employer les mêmes moyens que l'adversaire; donc aucune pitié ni d'un côté

ni de l'autre. De nombreux chefs subversifs se sont réfugiés en Europe et ont entrepris, depuis Paris surtout, une campagne bien orchestrée contre le gouvernement militaire et ceci grâce aux fonds importants dont ils disposent, fonds provenant des nombreux séquestres d'industriels et de riches propriétaires argentins qu'ils avaient effectués en leur temps. Les accusations majeures faites au gouvernement sont celles de la torture, de la violence et surtout de la disparition abusive de nombreuses personnes. Sur le plan international, l'Argentine est accusée de léser les droits de l'homme, accusation soutenue par l'administration Carter et par la presse de divers pays.

Enfin, il faut mentionner la question du Canal de Beagle et le différend qui subsiste actuellement à ce sujet entre l'Argentine et le Chili. Cet état de choses a laissé supposer à plusieurs reprises que le pays était à la veille d'un conflit armé. La tension a été particulièrement aiguë à la fin du mois d'octobre 1978. Il en aurait fallu de peu -un échange de coups de feu à un point ou à un autre de l'immense frontière commune ou l'occupation par la marine de l'une des trois îles contestées- pour que la lutte armée se déclare. L'opinion publique y était préparée et la propagande officielle insistait sur la sauvegarde de la souveraineté. Heureusement la discussion se poursuit et la volonté des deux gouvernements semble continuer dans la recherche d'une entente ... bien difficile.

Un autre problème en discussion avec le Brésil et le Paraguay concerne l'utilisation des eaux du Parana, soit à des fins hydroélectriques (Itaipu et Corpus), soit pour la navigation.

#### b) Relations politiques:

Nos relations avec l'Argentine sont "traditionnellement bonnes" grâce à la forte immigration suisse des années 1850/60 (environ 50'000 Suisses) et des années trente, de même qu'en raison des bons rapports économiques existant entre nos deux pays.

Nos compatriotes résidant en Argentine ont accueilli avec grand soulagement le coup d'Etat du 24 mars 1976 qui mettait fin à une période de "terreur" et de "panique".

Sur le plan officiel, les relations avec la nouvelle équipe de hauts fonctionnaires ont été et sont encore excellentes. Ceci m'a permis de surmonter "en amitié" quelques situations difficiles qui se sont produites; comme par exemple: campagne anti-Argentine au sujet des droits de l'homme par la presse et par la TV suisse -notamment en prévision du championnat du monde de football-, courte

occupation de l'ambassade argentine à Berne, arrestation d'un journaliste suisse (Luc Banderet); de même, lors de la disparition à Buenos Aires de M. Alexis Jaccard, double-national Suisse et Chilien appartenant au parti communiste, il m'a été possible d'intervenir à tous les niveaux: depuis les ministres des affaires étrangères et de l'intérieur jusqu'au chef de la police fédérale, au chef de la police secrète et auprès des commandants des Trois Armes. Les résultats ont été négatifs, car, officiellement, on affirme que Jaccard n'est pas détenu en Argentine (voir dossier).

Les bons contacts que j'ai pu établir m'ont permis d'appuyer également la solution du différend concernant la "Compañía Italo Argentina de Electricidad", société dans laquelle les investissements suisses s'élevaient à environ Frs. 500 millions. En effet, les négociations qui avaient échoué avec les gouvernements antérieurs et qui se présentaient fort compliquées par le nationalisme des fonctionnaires argentins, m'ont obligé à intervenir aux plus hauts niveaux et partout j'ai rencontré sympathie et compréhension, malgré le fait que nous demandions le rachat par l'Etat de la compagnie, ce qui allait à l'encontre de la politique économique actuelle, tendant à rendre à l'initiative privée les sociétés appartenant à l'Etat (voir dossier).

#### c) Relations économiques:

Avec le retour de l'Argentine à une politique libérale -liberté des importations, baisse des droits de douane, facilité pour l'entrée des capitaux étrangers-, nos relations commerciales ont sensiblement augmenté. L'accord de 1968 concernant l'ouverture de crédits pour favoriser l'achat d'équipements et de services suisses a été renouvelé le 31 décembre 1977. Dans cette même année, les échanges commerciaux entre les deux pays ont atteint la somme de Frs. 418 millions. La Suisse a vendu à l'Argentine pour Frs. 259 millions et lui a acheté pour 159 millions de francs. De plus, cette politique libérale a permis de résoudre les difficultés que rencontrait l'industrie horlogère suisse pour placer ses produits dans ce pays.

La présence en Argentine de filiales de maisons suisses comme par exemple Nestlé, Suchard, Hoffmann-La Roche, Sandoz, Ciba-Geigy, Sulzer, BBC-Brown Boveri, Bühler -pour ne citer que les principales-, crée un lien économique très stable. En général, ces maisons ont procédé, récemment encore, à augmenter leurs investissements dans le pays.

Sur le plan financier, on relève que les trois principales banques suisses ont leur représentant à Buenos Aires.

En outre, la Chambre de Commerce Suisse-Argentine travaille de manière étroite avec l'ambassade. Le conseiller, chargé des affaires économiques, prend une part active aux travaux de ladite chambre et assiste aux réunions périodiques de son comité de direction. La participation financière de la Confédération à la Chambre doublera pratiquement à partir de 1979.

Dans l'immeuble où est située la chancellerie se trouvent également les bureaux de la Swissair et de l'ONST avec lesquels nous entretenons des relations suivies et une bonne collaboration.

Ainsi que je l'ai rappelé sous lettre b), le seul différend qui existait avec l'Argentine depuis de longues années concerne l'affaire CIAE, dont la majorité des actions se trouvaient en possession de ressortissants suisses. Cette affaire devrait en principe se terminer au début de l'année prochaine. Jusqu'à ce jour les négociations ont abouti à un accord de principe qui a été signé par les deux parties en cause le 31 octobre 1978. L'approbation par les actionnaires a eu lieu lors de l'assemblée générale du 30 novembre et on attend la publication de la loi confirmant l'accord en question. En réglant le différend Italo, les Argentins obtiennent des crédits bancaires et la possibilité de l'émission d'un emprunt sur le marché Suisse. Les secteurs économique, commercial et financier seront donc ouverts en vue d'intensifier les rapports suisses-argentins.

#### d) Relations culturelles:

Buenos Aires est un centre culturel de renommée mondiale. Les possibilités qui s'offrent à une présence suisse sont fort nombreuses, mais elles doivent être choisies en fonction de nos moyens très limités. Toutefois, l'effort qui a été fait dernièrement, avec l'aide de Pro Helvetia, pour que la Suisse et ses artistes soient mieux connus en Argentine, a été remarquable. Ainsi, par exemple, nous avons eu la visite de Peter Maag, Charles Dobler, la Camerata de Zurich, certains groupements folkloriques et des conférenciers. De plus, nous avons eu la semaine du film suisse qui, outre Buenos Aires, a eu lieu à Bahia Blanca, Rosario et Santa Fé. D'autre part, le Théâtre Colón a présenté, lors de l'ouverture de la saison 1978, l'Orchestre Tonhalle de Zurich qui eut un immense succès. Une exposition de gravures d'artistes suisses a été réalisée par la Dr. Lisetta Lévi au Musée d'Arts Modernes. Comme auparavant, la radio et la télévision de Buenos Aires retransmettent régulièrement de la musique suisse enregistrée lors des festivals de Montreux, Lucerne, etc.

2) COLONIE SUISSE

Le problème du vieillissement de nos colonies à l'étranger est particulièrement aigu en Argentine. Il y a toujours des nouveaux venus, mais il s'agit, en général, de cadres, directeurs ou employés de succursales de maisons suisses qui n'ont pas un grand intérêt à participer à la vie de la colonie suisse. Ils préfèrent les clubs ou la société argentine où ils se créent des relations et des contacts utiles à leurs activités. Tout au plus, ils font partie de la Chambre de Commerce Suisse-Argentine.

L'autre groupe de la colonie, le plus nombreux, qui comprend de plus en plus de double-nationaux, est composé d'immigrants qui se sont installés et vivent dans le pays, maintenant toutefois l'attachement à leur pays d'origine. Parmi les descendants de ces Suisses immigrés on retrouve souvent un lien affectif très fort avec la patrie, quelque peu idéalisée, de leurs pères. Ce sentiment, on le trouve et on le découvre lors de visites à nos colonies, notamment dans les Provinces de Santa Fé, Misiones, Entre-Rios, Bariloche, sans oublier la petite ville de Baraderos près de Buenos Aires.

En ce qui concerne Buenos Aires, j'ai essayé de réunir la colonie suisse. Les présidents des diverses sociétés et tous les compatriotes ont été invités à la fête du 1er août. A l'occasion de la Fête Nationale qui eut lieu ces dernières années à la "Casa Suiza" -la résidence étant trop petite-, on a pu compter sur la présence de 600 à 700 personnes, suisses et double-nationaux. Dans ce même but, j'ai insisté cette année afin que la colonie reprenne la tradition et organise un dîner pour célébrer le 1er août. Aussi, ai-je eu la satisfaction de voir le grand salon de la "casa suiza" rempli par environ 300 personnes. La soirée fut une réussite.

Les noms des différentes sociétés suisses de Buenos Aires et de l'Argentine figurent sur les listes que possède l'Ambassade.

Celle qui devrait jouer le rôle le plus important est la Fédération des Associations Suisses. J'espère que ladite fédération pourra avoir prochainement un nouveau président, plus actif, et qui sache lui faire assumer le rôle d'organisation faitière.

- Autre groupe important est celui de la Société Philanthropique qui est propriétaire de la "casa suiza" à Rodriguez Peña. Récemment, elle a eu recours à l'ambassade pour l'aider à résoudre un problème concernant la partie mutuelle de son organisation.

- 7 -

- Asile de vieillards à Villa Ballester, société très active, dirigée par un groupe de femmes de la colonie et qui a l'appui et le soutien moral de l'ambassade.
- Club Suisse. Ce club a dû, pour des raisons financières, ouvrir ses portes à de nombreux étrangers de manière qu'il a beaucoup perdu de son caractère suisse.
- "Pro Ticino". Cette société fait partie actuellement du Club Suisse. Elle maintient un esprit cantonal très prononcé et réunit de temps en temps les Tessinois et les autres confédérés à l'occasion d'un "risotto" ou d'une "polenta". Il s'agit d'un milieu simple, mais fort sympathique.

Par les soins de l'ambassade, on publie la revue "Helvetia" qui est distribuée à tous les compatriotes immatriculés.

### 3) SOURCES D'INFORMATIONS

Malgré une auto-censure, les journaux locaux publient des informations et des commentaires valables et sont donc la première source de renseignements. En matière de politique intérieure, le quotidien "Buenos Aires Herald", en langue anglaise, se montre le plus courageux. En matière financière ont beaucoup d'importance les commentaires de l'"Argentini-sches Tageblatt", dans son édition du dimanche sous la rubrique "Wirtschaftsübersicht".

Comme d'une manière générale dans tous les pays de l'Amérique Latine, ici également les rumeurs sont à l'ordre du jour et il est très difficile de les contrôler. De plus, on peut rarement obtenir des renseignements sûrs, même au niveau des hauts fonctionnaires. On a plutôt l'impression d'entendre des opinions personnelles qu'officielles. Par des contacts personnels on peut arriver, sur un plan amical, à obtenir des renseignements utiles.

#### a) Magistrats et hauts fonctionnaires:

- MAE: Capitaine Gualter O. Allara (sous-secrétaire aux relations extérieures), Commandant Raúl A. Curá (sous-secrétaire aux relations économiques), Ambassadeur Enrique Lúpiz (chef de la section Europe Occidentale), Ministre Juan Carlos Arlia (chef de coordination et planification de politique extérieure) -a été en poste à Genève et est le beau-fils de Mme Ana María Zaefferer de Goyeneche, ex-ambassadeur d'Argentine à Genève-.
- Général de Brigade Edmundo René Ojeda (chef de la Police fédérale), Brigadier Basilio A.I. Lami Dozo (secrétaire du commandement de la force aérienne), Dr. Guillermo Klein

(secrétaire d'Etat de programmation et coordination économique), Dr. Raymundo Podesta Wilmart (secrétaire d'Etat au développement industriel), Dr. Adolfo Diz (président du "Banco Central", a vécu à Genève comme représentant financier de l'Argentine pour l'Europe), Ing. Luís M. Gotelli (ancien ministre des Travaux publics), Dr. Luís María de Pablo Pardo (ex-ambassadeur argentin à Berne, qui nous a aidé pour le cas Italo, mais qui a été rappelé à la suite de l'affaire du Canal de Beagle, vu qu'on lui reproche la demande d'arbitrage), Dr. Francisco P. Soldati (administrateur du "Banco Central", Dr. Carlos A. Coll Benegas (ex-ministre de l'économie, conseiller du Crédit Suisse).

b) Membres du Corps diplomatique:

- Monseigneur Pio Laghi, Nonce Apostolique (c'est la source la plus sûre vu qu'il entretient des rapports en hauts lieux).
- Parmi les Latino-américains: ambassadeur du Brésil, du Nicaragua et du Chili (informations sur l'affaire du Beagle).
- Parmi les Européens: ambassadeur de Belgique, des Pays-Bas, de Norvège, d'Italie et d'Israël.
- Parmi les pays communistes: ambassadeur de Yougoslavie.

c) Membres de la communauté suisse:

Dr. Francisco A. Soldati (président de la CIAE), Dr. Roberto Alemann (directeur "Argentinisches Tageblatt" et représentant UBS), Dr. Carlos C. Helbling (expert financier, ex-président du "Banco Nacional de Desarrollo), Ing. Michel Bally (représentant Sulzer), Dr. Ricardo Grüneisen (président de ASTRA, ex-président du "Banco Central"), Ing. Luis Tosi (d'origine italienne, directeur BBC), M. Angel T. Turegano (d'origine espagnole, directeur général de Nestlé), M. José O. Studer (ex-président Club Suisse et de la Fédération), M. Bernard Perret (représentant SBS), M. Max Lutz (représentant Crédit Suisse).

d) Divers:

Mme Jeannette Erize (présidente du "Mozarteum Argentino", Prof. Federico Aldao (directeur du "Museo de Arte Decorativo").

La secrétaire du chef de mission possède toute la liste des invitations de ces dernières années. De plus, elle dispose d'une cartothèque des personnalités argentines et de nos compatriotes avec lesquels nous avons entretenu des relations.



4) CLUBS

Les clubs sont très nombreux. Le plus important est le Jockey Club. Le long du "Rio de la Plata" il y a de nombreux clubs (comme par exemple au Tigre, le Club Suisse). Il existe des clubs de tennis, de golf, etc.; il n'y a que l'embarras du choix et celui-ci se fait généralement en fonction des gens que l'on désire fréquenter ou des sports que l'on désire pratiquer.

La vie de club est indispensable car la résidence ne dispose ni de jardin assez grand, ni de piscine, indispensables lorsque l'on a des enfants.

5) DIVERS

L'immeuble de la résidence sera repeint à l'intérieur et à l'extérieur. Toutefois les installations sont anciennes, ce qui oblige souvent à faire des réparations et occasionne des frais d'entretien.

Vers la fin de l'année, le chauffeur a dû être remplacé, l'ancien ayant donné sa démission. Le choix qui a été fait ne semble pas être le meilleur, mais j'ai accepté le nouveau chauffeur sur les recommandations de l'ambassadeur de l'Inde pour lequel il avait travaillé durant quatre ans. L'avantage est donc qu'il connaît les adresses des ambassades, des résidences, des ministères, etc.

Buenos Aires, le 29 décembre 1978

L'AMBASSADEUR DE SUISSE :



(William Frei)



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG  
REPRÉSENTATION SUISSE

HQ

MS  
~~FD~~ ~~CN~~

in / à BUENOS AIRES

1 ex. à l'origine  
à M. Bodmer  
trp. ~~int.~~

CONFIDENTIEL

DPF

Direction administrative

9.1.

Ihr Zeichen  
Votre référence

Ihre Nachricht vom  
Votre communication du

Unser Zeichen  
Notre référence

Datum  
Date

004.5 - FR/se

29.XII.1978

Gegenstand  
Objet

Rapport de fin de mission

./.  
Veuillez trouver sous ce pli, conformément à vos instructions, mon rapport de fin de mission en trois exemplaires.

(William Frei)

Annexe mentionnée.

Beilagen  
Annexes

Kopie an  
Copie à